

## Suppression de poste en Limousin : une nouvelle attaque contre nos enfants et leur éducation !

---

### COMMUNIQUÉ DE VALÉRY ELOPHE CONSEILLER RÉGIONAL DE NOUVELLE-AQUITAINE

Je dénonce avec force les nouvelles suppressions de postes d'enseignants dans l'académie de Limoges, annoncées pour la rentrée 2025. **Ce sont 33 postes qui disparaîtront, avec 5 suppressions dans le primaire et 28 dans le secondaire, s'ajoutant à celles déjà enregistrées ces dernières années.** Ces mesures, comme les fermetures récentes des écoles de Saint-Solve et Hautefage ou de classes à Ayen, illustrent l'impact direct de cette politique sur nos territoires ruraux.

Les Corrégiens savent bien qu'ils ne peuvent compter sur la députée LR-Macron Frédérique Meunier qui n'a pas agi pour empêcher ces fermetures, notamment l'an dernier. Désormais, étant officiellement dans la majorité avec Macron, les choses ne s'arrangeront pas, et elle continuera à trahir la ruralité.

Ces décisions témoignent d'un mépris total et abject pour l'avenir de nos enfants, particulièrement dans les territoires ruraux comme la Corrèze, où **la fermeture de classes menace directement l'accès à une éducation de qualité.**

Alors que le niveau scolaire de la France ne cesse de s'effondrer dans les classements internationaux, notamment le classement PISA, le gouvernement LR-Macron, persiste dans une logique technocratique déconnectée des réalités locales.

Ces suppressions de postes ne sont que le reflet d'une politique nationale où l'autorité éducative et les moyens d'enseignement sont sacrifiés sur l'autel d'une gestion purement comptable.

Au lieu d'investir pour améliorer le taux d'encadrement et la qualité des apprentissages, le gouvernement choisit la facilité des coupes budgétaires. **Cette logique, teintée de mépris et dictée depuis Paris, est inacceptable.**

Le Rassemblement National appelle à une prise en compte urgente des spécificités rurales et à un investissement massif dans l'éducation pour garantir à chaque enfant les moyens de réussir. **Nous exigeons également que le gouvernement cesse de détourner l'attention avec des mesures cosmétiques,** comme «le choc des savoirs» ou des heures de soutien mal financées, et qu'il s'engage pleinement pour l'avenir de nos enfants et de leur éducation.